



La  
Révolution  
française

## La Révolution française

Cahiers de l'Institut d'histoire de la Révolution française  
Les catéchismes républicains

---

### Le *Catecismo patriótico español* de Menéndez-Reigada (1938)

Hilari Raguer

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lrf/130>

ISSN : 2105-2557

#### Éditeur

IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

#### Référence électronique

Hilari Raguer, « Le *Catecismo patriótico español* de Menéndez-Reigada (1938) », *La Révolution française* [En ligne], Les catéchismes républicains, mis en ligne le 16 novembre 2009, consulté le 05 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/lrf/130>

---

Ce document a été généré automatiquement le 5 mai 2019.

© La Révolution française

---

# Le *Catecismo patriótico español* de Menéndez-Reigada (1938)

Hilari Raguer

---

- <sup>1</sup> Une seule édition (Salamanca, Imprenta Comercial, s.a.) attribue le *Catecismo patriótico español* à « Fray Albino G. [González] Menéndez Reigada ». C'est aussi, actuellement, l'avis des Frères Dominicains. Mais l'auteur pourrait être son propre frère Ignacio, ou plutôt les deux frères, étant donné qu'ils travaillaient souvent de concert et que la plupart des éditions donnent comme auteur simplement « Menéndez-Reigada ». Fray Albino González Menéndez-Reigada (né à Corias de la Pravia, Asturias, en 1881-mort à Cordoue, en 1958) était évêque de Gran Canaria depuis 1924, avant d'être transféré à Cordoue en 1946. Il était spécialement qualifié dans le domaine du catholicisme social. Dans son diocèse, il avait créé des quartiers de logements pour les ouvriers et des écoles professionnelles. Il était président du comité permanent des Semaines Sociales d'Espagne et membre de la commission épiscopale pour les affaires sociales. Fray Ignacio González Menéndez-Reigada, théologien notable chez les dominicains de Salamanque, très attaché à Franco et confesseur de sa femme, Doña Carmen, a soutenu une dure polémique avec Maritain, sur la supposée condition de croisade de la guerre civile.
- <sup>2</sup> Il s'agit ici d'un catéchisme religieux et politique à la fois, qui (comme celui de Napoléon) impose comme devoir de conscience, l'amour et la soumission à la Patrie, identifiée ici en la personne du Caudillo Franco et de son régime. Alors qu'il était rédigé pour l'école primaire, le ministère de l'Éducation nationale l'a déclaré texte officiel, le 1<sup>er</sup> mars 1939, un mois avant la fin de la guerre civile. Ce catéchisme avait donc pour mission d'inculquer aux enfants, qui devaient l'apprendre par cœur, l'idéologie du nacional-catolicismo (selon le mot d'Alfonso Álvarez Bolado)<sup>1</sup>, d'après lequel tout vrai Espagnol doit être catholique, apostolique et romain, et, en Espagne, tout vrai catholique doit être nationaliste espagnol, et précisément sous la forme franquiste. S'agit-il d'un vrai catéchisme de la religion chrétienne ? On pourrait penser à une sorte de *vademecum*, un résumé d'une matière séculairesous forme de brèves questions et réponses. Mais bien que le contenu soit surtout politique, la doctrine patriotique s'y présente de façon inséparable de la religion. Il est à remarquer que cette brochure ne porte ni le nihil obstat de la

censure théologique, ni l'imprimatur de l'évêque ou du supérieur religieux. D'après la législation ecclésiastique alors en vigueur (*Codex iuris canonici*, can. 1385, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>) toutes les publications de prières, dévotions, doctrine et formation religieuse, morale ou ascétique, avaient besoin de la censure théologique préalable (*nihil obstat*), et si l'auteur était religieux, il fallait en plus la permission du supérieur majeur (*imprimatur*), même si le sujet du livre était profane. Pour l'une et l'autre raison, il fallait donc la licence ecclésiastique. Néanmoins, si ce catéchisme eut été désapprouvé par l'autorité ecclésiastique, il n'aurait pas été déclaré texte officiel et il n'aurait pas connu de rééditions. De la même façon reste inexplicable l'omission, pour le nom de l'auteur, du prénom ou des prénoms (Albino ou Ignacio) et du sigle distinctif des Dominicains (O.P., Ordre des Prédicateurs).

- 3 Avant de résumer le contenu de ce catéchisme, il nous faudra évoquer le contexte historique qui a vu sa parution : la guerre civile espagnole de 1936-1939<sup>2</sup>. Les généraux soulevés, en juillet 1936, n'avaient pas manifesté au début des intentions religieuses, mais très vite le pronunciamiento est devenu une guerre religieuse, « la dernière guerre de religion » (Guy Hermet). Deux faits ont contribué à cette transmutation. D'abord, les civils catholiques qui, surtout en Navarre et en Vieille Castille (Burgos, Salamanque, Valladolid) se sont incorporés comme volontaires dans l'armée rebelle et lui ont apporté un surplus religieux. Le deuxième facteur a été l'intense persécution religieuse déclenchée immédiatement dans toutes les villes où la rébellion a échoué. C'est par là que les extrémistes, souvent appelés « incontrôlés », ont décerné au putsch militaire le glorieux titre de croisade, fort utile pour la propagande aussi bien intérieure qu'extérieure. L'épiscopat espagnol a adhéré avec enthousiasme à la cause des rebelles, alors que le Vatican se montrait moins belliciste et plus prudent, parce que Pie XI craignait que ce nouveau régime ressemblât à ceux d'Hitler et de Mussolini, qui le soutenaient, et avec lesquels, malgré les Concordats, il avait beaucoup d'ennuis. Cette idéologie politico-religieuse, née pendant la guerre civile et continuée dans l'après-guerre, a donc été transposée par Menéndez-Reigada, sous forme de catéchisme, et par conséquent comme enseignement religieux obligatoire.
- 4 Il y a eu, dans l'Espagne rebelle, une littérature nombreuse, allant de la simple feuille de propagande jusqu'aux études les plus sérieuses de théologie savante et les lettres pastorales de presque tous les évêques qualifiant la guerre civile de Croisade. Or, aucun pape, ni Pie XI, ni Pie XII, ni Jean XXIII, ni Paul VI, ni Jean-Paul II, n'a appliqué ce mot à la guerre d'Espagne. Mais en France, surtout, il y a eu des chrétiens qui condamnaient, bien sûr, les massacres de prêtres dans l'Espagne républicaine, mais refusaient le titre de Croisade. « C'est alors – dit Maurice Duverger – qu'on voit une certaine gauche catholique [française] prendre conscience d'elle-même »<sup>3</sup>. Des théologiens français, spécialement des dominicains, se sont efforcés de démontrer aux théologiens espagnols, parmi lesquels les plus notables étaient également des dominicains, que parler de guerre sainte était une contradiction logique et, qui plus est, une contradiction évangélique. Aline Courtrot, comme toute une équipe de religieux et de laïques, dans plusieurs revues, s'est formée dans cette polémique<sup>4</sup>. Elle a été à l'origine de la Maison de Latour-Maubourg, où les frères dominicains les plus connus ont été le P. Bernardot<sup>5</sup> et le P. Boisselot, futur directeur des Éditions du Cerf. Alfredo Mendizábal, en contact avec cette équipe, publia vers la fin de 1937, ses réflexions sur la nature et les causes de la guerre d'Espagne, dans son livre *Aux Origines d'une Tragédie. La Politique espagnole de 1923 à 1936* (Desclée, Paris, s.a.), où un développement important était accordé à l'aspect religieux. Mendizábal soulignait

la responsabilité de la droite monarchiste, qui avait nié la possibilité d'un ordre juridique républicain, et avait compromis l'Église avec la monarchie, de même que la responsabilité de la presse catholique et des nombreuses autorités catholique qui avaient pris ouvertement parti contre la République dans la campagne électorale de 1931, ce qui, après la défaite monarchique, avait laissé l'Église espagnole dans une situation difficile. Il évoquait les efforts du chanoine Carles Cardó (le don Sturzo de la démocratie chrétienne catalane), à travers sa revue *La Paraula cristiana*, dans le but d'établir un ordre chrétien, et parlait des premiers tâtonnements de la démocratie chrétienne espagnole (le groupe du futur prêtre et cardinal Ángel Herrera et son journal *El Debate*) qui, « malheureusement, n'étendait pas son action au delà du domaine social ». Mais c'est la droite monarchique, intransigeante, absolutiste, intégriste, obstinément attachée à la tradition qui a la grande responsabilité de la tragédie, et toute la troisième partie du livre est consacrée au problème religieux.

- 5 L'ouvrage du professeur Mendizábal est important en lui-même, mais la raison principale de sa diffusion a été la préface de Jacques Maritain, sous le titre de « Considérations françaises sur la guerre d'Espagne », un précieux opuscule de quelque cinquante pages. L'intérêt de Maritain pour l'Espagne ne date pas de la guerre civile ; son *Humanisme intégral* (Aubier, Paris, 1937) est né d'un cours qu'il avait donné en 1934, à l'Université d'été de Santander, publié sous le titre de *Problemas espirituales y temporales de una nueva Cristiandad*<sup>6</sup>. Dans cet écrit, il propose souvent l'Espagne traditionnelle comme un exemple de ce que la nouvelle chrétienté qu'il souhaitait, ne devrait pas être. Maritain, chrétien cultivé, thomiste remarquable, cite le célèbre dominicain Melchor Cano. Ce dernier avait réussi à faire condamner par l'Inquisition, comme protestant ou presque, son confrère Bartolomé Carranza, archevêque de Tolède, auteur d'un catéchisme expliqué aux fidèles, parce que lui, Cano (d'après Maritain) trouvait « tout à fait condamnable la prétention de vouloir donner aux fidèles une instruction religieuse qui ne convient qu'aux prêtres [...]. Il s'élevait aussi avec vigueur contre la lecture de l'Écriture Sainte en langue vulgaire » et il aurait dit dans un sermon que « l'un des signes de la venue de l'Antéchrist était la grande fréquentation des sacrements ». Après avoir rappelé dans cette préface, les principes d'une politique chrétienne, tels qu'il les avait déjà exposés dans son *Humanisme intégral*, Maritain entreprend la difficile tâche de juger, en moraliste chrétien, la guerre civile espagnole. Sans vouloir examiner si, en juillet 1936, il « était conforme aux règles de la légitimité prescrites par la théologie morale – et qui exigent en tout cas l'assurance bien fondée qu'on ne causera pas des maux plus grands – le déclenchement d'une insurrection militaire qui devait provoquer en quelques mois de guerre fratricide, plus de ruines, d'abominations, de pertes de vies humaines, que des dizaines d'années de lutte civique poursuivie même dans les plus sombres conditions », Maritain considère la guerre civile en elle-même et il affirme : « La guerre civile n'est pas une solution, si ce n'est à la manière des maux suprêmes ». La révolution communiste – poursuit-il – a provoqué de puissantes réactions dictatoriales, et le triomphe de ces réactions en Allemagne et en Italie n'a pas réussi à éteindre dans ces pays le danger communiste : « Si, en Espagne, un homme a travaillé efficacement pour le communisme international, c'est bien, sans doute – en le voulant – M. Largo Caballero, mais c'est aussi – en voulant le contraire – le général Franco ».
- 6 Il examine ensuite le choix républicain des catholiques basques : « Ils ont pensé en conscience appliquer les lois d'une conduite chrétienne ». (il faut souligner que, malgré les fortes pressions du gouvernement de Burgos, ni Pie XI ni Pie XII, n'ont jamais

condamné les Basques qui se défendaient des attaques des rebelles). C'est encore, pour Maritain, une raison de plus de condamner cette guerre « qui, avec des armées qui invoquaient la défense du christianisme, a frappé d'une manière impitoyable la région la plus chrétienne de l'Espagne. Maritain arrive alors à la question brûlante de la « guerre sainte » :

« Que la guerre civile – guerre sociale, guerre politique, guerre d'intérêts internationaux et d'interventions internationales – ait pris en Espagne de plus le caractère d'une guerre de religion, c'est un fait qui s'explique par des circonstances historiques passées et présentes infiniment déplorables ; il est de nature à aggraver la guerre, il ne suffit pas à transformer celle-ci en une guerre sainte, c'est-à-dire – car il importe de parler ici en rigueur de termes – en une guerre élevée elle-même à l'ordre du sacré, et consacrée par Dieu ».

- 7 Voilà le paragraphe-clé de la préface de Maritain. Il ajoutait qu'il regrettait, en parlant ainsi, de heurter les convictions de bien des catholiques espagnols. En juillet 1936, Maritain avait déjà pu connaître l'article du Père Ignacio González Menéndez-Reigada, « La Guerra española ante la Moral y el Derecho »<sup>7</sup>, où on pouvait lire : « La guerre espagnole est sainte, et la plus sainte qu'ait enregistrée l'histoire », parce que – dit-il – dans cette guerre, l'existence même de toute religion, naturelle ou positive, et celle du fondement naturel de la société, sont en jeu. Maritain lui réplique : « Il est permis de douter que la Providence n'ait pas d'autre moyen de sauver ces bases primordiales de la vie humaine que le triomphe militaire des nationalistes espagnols et de leurs alliés » [Hitler et Mussolini]. En tout cas – continue Maritain – l'argument du Père Menéndez-Reigada prouverait qu'il s'agit d'une guerre juste, et non d'une guerre sainte au sens propre. En fait, il se peut qu'en Espagne, toute guerre tende à devenir une guerre sainte, mais – nous touchons ici le nœud de toute la philosophie politique de Maritain – la chrétienté, de nos jours, ne peut plus admettre cette sorte de notion. La notion de guerre sainte pouvait avoir un sens, à l'égard des formes de civilisation fondées sur le sacré ; mais, à l'égard des formes de civilisation comme les nôtres, où le temporel est plus parfaitement différencié du spirituel et n'a plus de rôle instrumental à l'égard du sacré, la notion de guerre sainte perd toute signification. Maritain souligne finalement les dangers d'un triomphe écrasant d'un des deux combattants et exprime son souhait d'une troisième solution. Il y voit « une tâche urgente à accomplir » par des hommes « auxquels leur foi religieuse impose à un titre spécial le soin des œuvres de justice et de paix » (Maritain présidait le « Comité français pour la paix religieuse et civile en Espagne »).
- 8 Cette préface était datée du 1<sup>er</sup> juillet 1937. C'est la même date que celle de la lettre collective des évêques espagnols justifiant l'appui à Franco, bien qu'elle n'ait été diffusée effectivement qu'un mois plus tard. Au moment de donner l'ordre de tirage du livre de Mendizábal, Maritain a connu la lettre collective des évêques espagnols, aussi s'est-il empressé d'ajouter à sa préface un *post scriptum* où, respectueusement, il déclarait ne pas suivre le document épiscopal « dans l'option sans réserves qu'il exprime en faveur du camp nationaliste ». « L'intention des évêques n'est certainement pas, et ne saurait être, d'imposer aux catholiques du monde entier une telle option, dans une matière où, quelle que soit l'importance des incidences spirituelles, l'aspect politique et international est au plus haut degré manifesté ». Beaucoup d'évêques espagnols avaient publié des documents qualifiant de croisade la guerre civile, et le cardinal Gomá, primat de Tolède, l'avait écrit aussi dans plusieurs lettres pastorales mais, curieusement, il ne le dit pas dans la lettre collective qu'il a rédigée. Le document affirme que l'Église aime la paix, mais il arrive parfois qu'il n'y ait pas d'autre moyen pour rétablir l'ordre juste que la force des armes, et

c'est pourquoi l'Église a provoqué des guerres et béni des armes, mais « ce n'est pas notre cas. L'Église n'a pas voulu cette guerre ». Pourquoi ne dit-il pas que c'est une croisade ? Probablement parce que Gomá souhaitait que le document soit approuvé par le Saint-Siège, et il savait bien que Pie XI et son Secrétaire d'État, Pacelli, le futur Pie XII, n'aimaient pas ce titre. En fait, la lettre collective n'a pas été expressément approuvée par le Saint-Siège et elle n'a pas paru dans *L'Osservatore romano*. Malgré cette absence du mot dans la lettre collective, les évêques et les théologiens espagnols, et Gomá lui-même, continuent à parler de Cruzada. Le P. Ignacio González Menéndez-Reigada, ayant lu la préface de Maritain, rappelle que lui, Menéndez-Reigada enseigne la philosophie et la théologie depuis trente ans et déclare : « J'ose affronter toutes les philosophies de notre contradicteur [...] ; j'affirme de nouveau que la guerre nationale espagnole est une guerre sainte, au sens propre et très propre du mot, selon la philosophie, et la théologie, et l'histoire »<sup>8</sup>. L'auteur fait de gros efforts pour justifier ce qualificatif de « totalitaire » que le régime se donne : pour lui, ce n'est pas un régime totalitaire matérialiste, mais un régime « totalitaire chrétien ».

- 9 Le chapitre 1 du *Catecismo* enseigne que « l'Espagne est notre Patrie » et décrit ce que nous recevons d'elle : « Le sol sur lequel nous marchons, l'eau que nous buvons, les aliments qui nous nourrissent [...], la société où nous vivons, la famille à laquelle nous appartenons, la garantie de nos vies et de nos droits, la culture que nous possédons et, d'une certaine façon, la Religion qui nous porte au bonheur ». Le chapitre 2 proclame nos devoirs à son égard, devoirs « non seulement d'ordre politique, mais aussi d'ordre moral et religieux ». Comme tout bon frère dominicain, Menéndez-Reigada adopte la doctrine de saint Thomas d'Aquin, reçue dans toute la théologie scholastique, selon laquelle l'amour que l'on porte à la Patrie fait partie de la vertu de justice, qui exige de rendre à chacun ce qui lui appartient (*suum cuique*). Mais c'est une justice imparfaite, parce que, ni à Dieu, ni à la patrie, ni à nos parents, nous ne pourrions jamais rendre tout ce que nous leur devons. Notre catéchisme applique à la Patrie espagnole cette théologie. Jusqu'ici, c'est la doctrine catholique universelle. Mais tout de suite, notre catéchisme identifie la Patrie avec le régime franquiste, et même avec la personne du Caudillo Franco, « l'homme providentiel, que Dieu a placé pour soulever l'Espagne » ; il est « comme l'incarnation de la Patrie et il a reçu de Dieu le pouvoir pour nous gouverner ». Il faut faire révérence lorsqu'on joue ou lorsqu'on chante l'hymne national. Il faut accomplir le service militaire et le service social, payer les impôts et pratiquer la charité et la bienfaisance. On affirme le devoir de défendre la Patrie, même au risque de sa propre vie, « contre tous ses ennemis, extérieurs ou intérieurs ». Ces derniers mots sont importants : c'est ainsi que la loi organique de l'armée définit sa mission, et les militaires les ont invoqués pour justifier leur rébellion, étant donné que le gouvernement du Front Populaire était un ennemi intérieur. C'est ainsi que tous ceux qui se sont opposés à leur insurrection, ont été condamnés comme rebelles. Avoir l'Espagne comme Patrie c'est une grande chose ; si quelques étrangers en disent du mal, « c'est par envie, ou parce qu'ils ne nous connaissent pas » (chapitre 3). L'Espagne a été placée par la Providence divine au centre du monde. Elle est « la Patrie des fleurs, parce que des dix mille espèces qui ornent l'Europe, plus de la moitié se trouvent dans la seule Espagne » (chapitre 4). La langue du peuple espagnol est la langue castillane. Elle « est plus belle et plus apte que n'importe laquelle des langues vivantes, parce que c'est celle qui conserve le mieux le caractère du latin duquel elle procède [...] ». La langue castillane a un avenir immense, parce que, en plus d'être parlée par le plus grand nombre de nations, elle devra devenir la langue de la civilisation du futur [...], parce que l'anglais et le français, qui pourraient partager cette

fonction, sont des langues tellement usées, qu'elles se trouvent près de leur dissolution complète » (chapitre 8). Selon Maurice Duverger, les idées politiques fondamentales, très difficiles à changer, nous sont données à l'école primaire, lorsqu'on nous apprend l'histoire nationale. Le *Catecismo patriótico español* (chapitres 9-19) impose aux enfants une certaine vision de l'Histoire d'Espagne, une Histoire qui aboutit à la soi-disant croisade de 1936-1939, et tout ce qui s'en écarte est l'anti-España et doit être éliminé. Les grandes gestes de l'Espagne (*gesta Dei per hispanos*) sont exactement huit : 1. Humanisation et spiritualisation de l'Empire Romain ; 2. Conversion et civilisation des Barbares ; 3. Expulsion de l'Europe [non seulement de l'Espagne !] des armées de l'Islam ; 4. Défaite des Turcs à Lépante ; 5. Défense de la civilisation chrétienne et de l'esprit greco-romain contre le protestantisme ; 6. Découverte, conquête et civilisation de l'Amérique ; 7. Démolition [*derrocamiento*] de l'empire bâtard [*espúreo*] de Napoléon I<sup>er</sup> ; et 8. Écrasement du bolchevisme russo-asiatique, c'est-à-dire, la Croisade (chapitre 10).

- 10 L'Espagne a humanisé et spiritualisé l'Empire Romain parce qu'elle lui a donné le plus grand et le plus humain des philosophes de Rome (Sénèque), le plus grand et le plus politique de ses empereurs (Constantin, élevé par l'Espagnol Osius) et le plus complet et le plus civilisateur de ses empereurs (Théodose). À un certain moment, l'Empire Romain semblait être devenu espagnol, « lorsque le pape, saint Damas, et l'empereur Théodose, tous deux espagnols, occupaient les deux trônes les plus élevés, d'où on gouvernait le monde » (chapitre 11). Les barbares arrivés en Espagne sont devenus catholiques à la fin du VI<sup>e</sup> siècle, et à ce moment-là « l'Espagne a commencé à être la nation catholique par excellence ». L'élève pose la question : « Mais les Barbares de France ne s'étaient-ils pas convertis au catholicisme avant ? ». Réponse : « Les Barbares de France se sont convertis au catholicisme de façon beaucoup plus lente qu'en Espagne, bien que leur roi Clodovée se soit fait catholique à la fin du V<sup>e</sup> siècle, c'est pourquoi on appelle la France, la fille aînée de l'Église » (chapitre 12). Vient ensuite la lutte pendant huit siècles contre les musulmans, et l'enfant pose la délicate question des Maures qui, en ce moment précis, combattent dans l'armée franquiste contre les Espagnols républicains : « Mais, comment se fait-il que maintenant les Maures soient nos bons amis et collaborateurs ? ». Et Menéndez-Reigada de répondre : « Les Maures sont maintenant nos bons amis et collaborateurs, parce que devant un ennemi commun tellement épouvantable comme l'est le bolchevisme athée, la distance qui sépare Maures et Espagnols disparaît presque complètement ». L'élève demande si cette étrange collaboration pourrait être durable. Réponse : « Cette collaboration pourra être durable et hautement profitable pour les deux peuples, si elle est menée avec intelligence et loyauté des deux côtés » (chapitre 13). Le protestantisme supposait un danger immense pour la civilisation chrétienne, « parce qu'il fut le premier des prémices du rationalisme du XVIII<sup>e</sup> siècle, de la révolution libérale et finalement de la révolution actuelle marxiste-bolchévique ». Mais alors, pourquoi les pays protestants sont-ils les plus avancés ? « Les pays protestants sont les plus avancés, mais avec un progrès partiel, unilatéral et malsain [*morbo*], qui porte fatalement en germe la catastrophe qui, actuellement, nous menace tous ». Bien sûr, cette catastrophe menace aussi les pays catholiques, « mais ce n'est pas par ce qu'ils ont de catholiques, mais pour avoir cessé en grande partie de l'être, en acceptant comme système de gouvernement, le libéralisme rationaliste et démocratique, ce qui est une attitude mentale dérivée du protestantisme » (chapitre 15). En ce qui concerne l'Amérique, « le plus probable est que Colón était espagnol, mais, en tout cas, c'est l'Espagne qui l'a accueilli et aidé et qui a rendu possible son entreprise » (chapitre 16). Napoléon I<sup>er</sup> voulait soumettre toute l'Europe à la France et la gouverner, « selon les principes de la révolution [avec

minuscule] française. À l'objection que les Français portaient en Espagne « un esprit humanitaire et civilisateur », on répond que ce n'est pas vrai : « Partout, ils se sont distingués par leurs crimes et outrages, comme pillages, assassinats, viols, sacrilèges, destruction de couvents et d'autres méfaits encore plus répugnants ». La conséquence de la guerre de l'Indépendance a été qu'ils ont pris racine en Espagne, à travers les « afrancesados ». « Les idées encyclopédistes d'un libéralisme démocratique constitutionnel, qui ont apporté tant de malheurs, et dont la liquidation est en train de se faire précisément en ces jours [de guerre civile] : L'Espagne avait gagné la guerre dans le domaine des armes, mais elle l'avait perdue dans celui des idées » (chapitre 17).

- 11 Nous arrivons finalement au sommet de cette vision historique, la Croisade contre le bolchevisme, « programme suprême du marxisme-communisme ». Le bolchevisme s'était répandu en Espagne, avec l'aide de « toutes les forces de l'anti-Patrie, c'est-à-dire : les éléments ou partis séparatistes, les partis socialistes ou socialisants, les partis radicaux ou libéraux de gauche, avec leurs respectives internationales, marxistes et maçonnico-judaïques, leurs loges et d'autres sociétés secrètes, leurs Lignes des Droits de l'Homme, leurs Sociétés d'amis de la Russie, le Secours Rouge International, etc. ». « Encore une fois, l'Espagne a accompli sa mission de sauver le monde de l'ennemi le plus terrible que l'humanité aie connu dans toute son Histoire » (chapitre 18). Les valeurs qui caractérisent l'Espagne sont : « Une, Grande, Libre, Catholique, Impériale et Mère de vingt nations » (chapitre 19). « L'unité de l'Espagne exige comme élément principal l'unité religieuse, parce que, lorsque celle-ci fut brisée, l'Espagne a commencé à perdre la conscience de son propre être » ; c'est ce que le libéralisme a fait, avec ses propagandes contre la Religion, la Morale, la Patrie, l'État et la Société (chapitre 20). L'Espagne est Grande parce que, au delà de son extension et sa population, elle ne saurait pas accepter d'être une quantité méprisable dans l'ensemble des nations. « L'extension spirituelle de l'Espagne est celle de la moitié du monde qui parle espagnol, et à laquelle l'Espagne doit rendre la conscience de son unité » (chapitre 21). L'Espagne est Libre parce qu'elle « ne reconnaît, au dessus de Dieu, d'autre pouvoir supérieur à elle » (chapitre 22). Sur l'Espagne Catholique (chapitre 23), on répond à l'objection que le catholicisme aurait été un facteur de retard : « La cause du relatif retard matériel de l'Espagne à l'époque moderne a été l'oubli d'elle-même et avoir vécu d'emprunts, en copiant l'étranger ». « Espagne Impériale signifie que notre Patrie ne saurait se sentir absente d'aucun des grands problèmes qui affectent l'humanité ». Serait-ce là une sorte de quichotisme, qui nous exposerait à beaucoup de dangers ? « Cet impérialisme sera une sorte de quichotisme d'ordre supérieur, qui nous donnera prestige et grandeur ». Pour son « impérialisme civilisateur », on compte sur « toutes les nations sœurs ou filles de l'Espagne, les nations hispano-portugaises des deux mondes ». Aussi bien, le Maroc [le Protectorat espagnol] pourrait-il devenir « la porte pour aider à relever et à civiliser peut-être toute l'Afrique et tout le monde musulman, avec lequel l'Espagne commence maintenant à s'entendre » (chapitre 24).
- 12 À propos de ces rêves de grandeur, on pourrait rappeler le « plan D », du nom de José María Doussinague Teixidor, un diplomate phalangiste, doctrinaire, fanatique, presque visionnaire, très ami du tout-puissant beau-frère de Franco, Serrano Suñer. Pie XII, dans son message du Noël de 1939, avait exprimé les conditions d'une future paix juste et stable. Doussinague a voulu traduire cet appel du Pape dans un projet d'un nouvel ordre international catholique, où l'Espagne, étant le premier pays catholique du monde, rassemblerait d'abord les États européens les plus catholiques, comme l'Irlande et l'Italie, et ensuite les républiques de l'Amérique latine. Les dernières sections du catéchisme sont



consacrées à expliquer le nouveau régime politique de l'Espagne. Il le décrit au futur (« sera... ») parce qu'il est en train de se construire, la guerre n'étant pas encore finie. Dans l'État espagnol, il n'y a pas de division de pouvoirs, mais unité de commandement, d'ordre et de hiérarchie. Il n'y aura pas de partis politiques, parce qu'ils sont « créations artificielles du régime parlementaire pour diviser, rendre inutile et exploiter la nation, à laquelle ils sont hautement nuisibles ». Il y a seulement la Phalange (chapitre 26). L'État est décrit comme « totalitaire, si ce mot est bien entendu ». Il y a trois formes d'État totalitaire : le matérialiste (marxiste, soviétique), le panthéiste (on en donne une définition qui, sans le nommer expressément, rappelle le nazisme) et le chrétien (l'Espagne de Franco) (chapitre 27). Les valeurs de l'État totalitaire chrétien sont trois : fraternité, hiérarchie et service (chapitre 28). Ayant décrit l'Espagne, on s'occupe de ses ennemis : « Les ennemis de l'Espagne sont sept : le libéralisme, la démocratie, le judaïsme, la maçonnerie, le capitalisme, le marxisme et le séparatisme ». « Le libéralisme est le système politique importé de France, et qui a régi l'Espagne depuis plus d'un siècle, jusqu'à ce qu'il ait été tué par notre glorieuse Croisade ». La démocratie, « compagne inséparable du libéralisme », reconnaît tous les individus comme égaux, qu'ils soient « savants ou ignorants, honnêtes ou criminels ». « Le judaïsme est le système politico-social adopté par le peuple juif, après avoir tué le Christ, pour dominer le monde, selon ses prophéties ; et, étant donné qu'il ne peut pas satisfaire ses convoitises de domination sans affaiblir ou détruire les peuples civilisés et chrétiens, il considère licite l'utilisation de tous les moyens pour y parvenir, semant toutes sortes d'erreurs, propageant toutes sortes d'immoralités, favorisant partis et dissensions dans les nations et même provoquant des guerres par lesquelles les peuples se détruisent les uns les autres ». La maçonnerie est « une société secrète, alliée au judaïsme, pour réaliser dans l'ombre ses projets criminels ». Le capitalisme est « un fils naturel du judaïsme, parce que, ayant perdu l'espoir de l'autre vie, il en vient à adorer le veau d'or ». Le marxisme est « l'héritier direct de tous les ennemis que nous venons de mentionner ». Le séparatisme est « comme un parasite qui naît et croît lorsque l'organisme de la nation s'affaiblit ». « Aucun catholique, aucun Espagnol ne peut licitement coopérer avec ces ennemis de la Patrie, puisque tous, sous une forme ou sous une autre, ont été condamnés par l'Église, et ils sont comme les sept péchés capitaux où l'Espagne était tombée, et qu'il a fallu laver avec du sang ». « Avec la grande Croisade ces ennemis ont été vaincus, mais non annihilés ; et maintenant, comme de sales bêtes, ils se cachent dans des trous immondes pour continuer à jeter dans l'ombre leur bave et envenimer le milieu, ou séduire des naïfs avec leurs soupirs attendrissants et leurs chants de sirène, surtout la maçonnerie, qui est comme la nourrice de tous les autres » (chapitre 32).

---

## NOTES

1. *El Experimento del nacional-catolicismo. Cuadernos para el Diálogo*, Madrid, 1976.
2. H. HRAGUER, *La Pólvora y el Incienso. La Guerra civil española (1936-1939)*, Península, Barcelona, 2001.

3. Marcel DUVERGER, Cours D.E.S. 1956-1957, « La Droite et la Gauche dans la France contemporaine », p. 98.
4. *Un Courant de la Pensée catholique, l'hebdomadaire « Sept »*, Cerf, Paris, 1961.
5. Voir le dossier publié, à l'occasion de sa mort, dans les *Informations catholiques internationales*, juillet 1961, et aussi *La Vie spirituelle*, août-septembre 1961.
6. *Cursos de la Universidad Internacional de Verano de Santander*, n° 2 ; éd. Signo, Madrid, 1935.
7. *La Ciencia Tomista*, t. LVI (1937), fasc. 1 & 2. Publié aussi comme opuscule séparé.
8. « Acerca de la “guerra santa”, Contestación a M. J. Maritain », *La Ciencia Tomista*, t. LVI (1937), p. 356-374.